



- 01 | Tendances migratoires
- 02 | Contrôle et gestion des frontières
- 03 | Accueil, protection, intégration
- 04 | Contexte socio-politique - faits marquants
- 05 | Actualités du RAEMH



Les fils d'actualité mensuels du RAEMH recueillent une sélection d'informations sur certaines régions et thématiques d'intérêt pour les membres du réseau. Ils n'ont pas vocation à refléter de manière exhaustive l'actualité sur les mobilités internationales.

01 | Tendances migratoires

Mobilités transnationales

Espagne: Du 1er janvier au 31 mars 2026, les [arrivées aux Canaries ont chuté](#) de 82 %, par rapport à la même période de 2025. Pour autant, les arrivées aux Baléares et dans l'enclave de Ceuta augmentent fortement.

Manche : Selon les autorités belges, de plus en plus de canots [partent des côtes belges pour tenter d'atteindre le Royaume-Uni](#), cette nouvelle route émergeant alors que les réseaux essaient d'échapper à la surveillance renforcée le long du littoral français.



[Rapport annuel de l'OIM 2025 sur les personnes disparues](#), selon lequel 7 900 personnes sont décédées et 1 500 autres sont potentiellement portées disparues et présumées mortes. Le rapport tient compte aussi des familles, signalant qu'« *au moins 342 488 personnes membres de familles de personnes décédées ou disparues dans le monde (avec une marge d'incertitude de $\pm 36\,183$)* ».



Rapport du Mixed Migration Center (MMC) analyse la [migration depuis le Bangladesh en direction de l'Europe](#) et passant par la Libye. En 2024 et 2025, les ressortissants bangladais étaient la première nationalité arrivant en Italie par la Méditerranée centrale (31 % des arrivées irrégulières par voie maritime en Italie).

Mobilités internes



[Rapport de l'OIM en Mauritanie](#) sur les [mobilités vers la ville de Zoueirat, située dans le nord du pays, région attractive pour son activité économique](#). Cette étude analyse les caractéristiques sociodémographiques, les parcours et motifs migratoires, l'insertion professionnelle et les moyens de subsistance ainsi que les défis liés à l'accès aux services de base et à la cohésion sociale.

02 | Contrôle et gestion des frontières

Coopération/gouvernance

Manche: [nouvel accord franco-britannique visant à stopper les traversées](#) de la Manche, en augmentant de moitié les forces de l'ordre et de en créant une unité de CRS consacrée à la lutte contre l'immigration irrégulière. Pour la première fois" une partie du financement britannique sera conditionnée à l'efficacité des mesures.

Selon les dernières données du Home Office, entre août 2025 et mars 2026, 377 personnes ont été renvoyées en France et 380 ont été accueillis au Royaume-Uni dans le cadre de [l'accord "one in one out"](#) (soit 12 renvois par semaine). Selon les chercheurs britanniques du [Centre for Sociodigital Futures et de Border Forensics](#) – une

organisation qui enquête sur les frontières à l'aide de cartographes –qui ont étudié les différents moyens de surveillance à la frontière franco-britannique déployé ces dernières années, l'augmentation des décès est directement liée au renforcement des contrôles, qui déplacent les routes vers des itinéraires plus dangereux et plus longs.

Surveillance, refoulements, contrôles

Maroc: Les autorités marocaines ont déjoué 73 640 tentatives d'immigration vers l'UE en 2025, contre près de 80 000 en 2024, soit une [baisse de 6 % sur un an](#), selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. Pour Rabat, cette

UE : Europol a inauguré une nouvelle unité afin d'intensifier la lutte contre les passeurs dans l'ensemble de l'UE., le « [Centre européen de lutte contre le trafic de migrants](#) » (ECAMS).

UE/Nigeria: [nouveaux financements européens pour la coopération en matière de migration](#) avec le Nigeria dans le cadre de son programme d'investissement «Global Gateway». Une enveloppe de 16 millions d'euros servira à soutenir la réintégration des personnes de retour et à renforcer la lutte contre les réseaux de trafic et de traite, parallèlement à des initiatives plus larges concernant le retour volontaire, la protection et les voies d'accès légales.

diminution s'explique par un changement de routes, du fait d'un durcissement des contrôles, au profit d'autres itinéraires.

Frontex: La Ligue des droits de l'Homme (LDH) a obtenu qu'un juge d'instruction français soit bientôt saisi pour [enquêter sur l'eurodéputé d'extrême droite Fabrice Leggeri, ancien directeur de Frontex](#), soupçonné de complicité de crimes contre l'humanité et de torture pour avoir mené une "chasse aux migrants" dans ses anciennes fonctions.

Disparitions, sauvetages

Italie: Le [navire humanitaire Sea Watch 5 a désobéi aux ordres italiens](#) lui demandant de débarquer 57 personnes secourues en mer au port de Marina di Carrara, à 1 000 km de la zone de recherche et de sauvetage (SAR zone). Après plusieurs heures de bras de fer, l'ONG a finalement pu accoster en Sicile. Depuis l'entrée en vigueur fin 2023 du

décret Piantadosi, les ONG ne peuvent effectuer qu'un seul sauvetage en mer et se voient attribuer des ports très éloignés de la « SAR zone ». Régulièrement, les ONG écoupent d'amende et de plusieurs jours d'immobilisation dans un port italien.

Expulsions / retours / relocalisation

UE: [vote du « Règlement Retour » par le Parlement européen](#) le 26 mars, constituant un durcissement net de la politique migratoire européenne, et portant comme idée phare la création de "hubs de retour", des centres pour envoyer des personnes déboutées de l'asile en dehors de l'UE, que l'expulsion soit ensuite possible vers son pays d'origine ou pas. Aussi, l'enfermement des enfants non accompagnés et de familles avec enfants en centre de rétention est autorisé (en dernier recours), et le règlement élargit considérablement le recours à la détention. Plusieurs acteurs de la société civile ont marqué leur claire opposition, à l'image de Caritas Europa (déclaration conjointe avec d'autres organisations catholiques disponible [ici](#)), ou encore le collectif [Migreurop](#).

Italie: approbation d'une loi d'urgence, comportant une [prime pour les avocats](#) encourageant leurs clients exilés à s'engager dans un programme de retour volontaire.

Portugal : adoption d'une [réforme législative destinée à faciliter et accélérer les expulsions](#). Le texte prévoit aussi un allongement du délai de rétention à 2 ans et l'allongement des interdictions de retour des personnes expulsées.

Royaume Uni /Nigeria : [accord entre les 2 pays pour accélérer les expulsions](#) et simplifiant la démarche par la

présentation d'un simple document d'identité de remplacement (au lieu d'un laissez passer consulaire), délivré aux personnes ne disposant pas d'un passeport valide.

Algérie : [Repris des renvois vers l'Algérie](#) depuis la France, alors que ceux-ci étaient suspendus depuis un an, sur fond de tensions diplomatiques entre les 2 pays. Aussi, un [nouvel accord entre l'Algérie et la Belgique](#) a été signé pour faciliter les expulsions, prévoyant "la possibilité de transférer plusieurs personnes par vol et de recourir à des vols directs ou indirects" ainsi que "de faire appel à des escorteurs algériens" pour les retours forcés. Un second accord prévoyant l'exemption de visa pour les détenteurs algériens de passeports diplomatiques et de service a également été signé.

Etats Unis / RDC: nouvel accord pour [l'admission de personnes originaires de pays tiers expulsées des Etats Unis.](#), cette fois ci avec la RDC.

Guinée: fin avril, [113 ressortissant.e.s guinéens ont quitté le Maroc](#), accompagnés par l'OIM. D'autres vols de ce type suivront. Les personnes concernées avaient été secourues en mer, en direction des Canaries et dans le nord du pays quelques semaines auparavant.

Aussi, la Guinée a indiqué qu'elle allait lancer une "[commission d'enquête bilatérale](#)" pour déterminer les conditions d'expulsion de plusieurs de ses ressortissants d'Allemagne. Sur une vidéo circulant sur les réseaux sociaux et qui a créé l'émotion dans le pays, un homme dans un avion d'un vol commercial, portant un casque de protection sur la tête criait : "Je suis Guinéen comme vous, vous me laissez être traité comme ça".

Libye: plus de 250 [ressortissant.e.s nigériens ont été rapatriés de la Libye au Nigeria](#) avec le soutien de l'OIM. Depuis le lancement du programme d'aide au retour humanitaire "volontaire" de l'OIM en 2015, [plus de 100 000](#)

[personnes en Libye](#) ont pu regagner leur pays, mais plus de 800.000 restent sur place, dans des conditions extrêmement difficiles.

Niger: Le Gouvernement, avec l'appui de l'OIM et le soutien financier de l'UE, a lancé le 24 février une [nouvelle Plateforme nationale chargée de l'accueil, de l'orientation, de la réintégration et du suivi des migrants nigériens de retour](#).

Par ailleurs, depuis le début de l'année, [plusieurs retours, encadrés par l'OIM, se sont produits depuis le Niger vers la Côte d'Ivoire](#).

Détentions / enfermement

France/ Italie: Douze associations ont annoncé avoir [saisi la justice administrative française contre les conditions d'enfermement "indignes"](#) constatées dans les locaux de la police aux frontières de Montgenèvre et Menton, à la frontière franco-italienne : insalubrité des locaux et des sanitaires, privation ou insuffisance de nourriture et d'eau, la surpopulation etc. ont été dénoncés.

Italie : Caritas Italiana soutient la pétition promue par des organisations ecclésiales, sociales et civiques de

Campanie [contre le projet de construction d'un centre de détention pour rapatriement](#) (CPR) dans la municipalité de Castel Volturno. Par ce positionnement, Caritas Italiana rappelle aussi les conditions indignes de détention des personnes dans ces centres, où « *des personnes n'ayant commis aucun crime sont privées de leur liberté individuelle parce qu'elles n'ont pas pu obtenir de titre de séjour, même si elles travaillent ou ont une famille* ».

03 | Accueil, protection, intégration

Premier accueil

France: dans le Nord de la France, les [enfants et jeunes non accompagnés sont privés de leurs téléphones portables](#) quand ils sont hébergés par l'Etat. Cette mesure est dénoncée par plusieurs associations, qui constatent que nombreux sont ceux qui préfèrent alors rester dans la rue.

Toujours dans cette région frontière avec le Royaume Uni, des [agents britanniques interviennent chaque mois depuis cet automne au sein d'un centre d'accueil](#) pour tenter de déconstruire les clichés sur les conditions d'accueil au Royaume-Uni et dissuader les candidats à l'exil de traverser la Manche. Sans résultats tangibles pour le moment.

Espagne / Ceuta: Le [centre d'accueil temporaire de Ceuta est soumis à une pression croissante](#) en raison de l'arrivée de

près de 1.000 personnes depuis le début de l'année. Les autorités avertissent que le centre est « au bord de l'effondrement » en raison de la surpopulation et des mauvaises conditions d'hygiène. Près de [2.000 personnes sont arrivées depuis le 1er janvier](#), soit une hausse de 350 % par rapport à l'année dernière. Au moins 15 morts ont par ailleurs été recensés sur cette route sur la même période.

Espagne / Canaries: arrestation de 3 anciens travailleurs d'un centre de Tenerife, [accusés de mauvais traitements sur des résidents](#). La structure est gérée par une organisation dont deux autres centres ont dû fermer l'an dernier pour des accusations similaires.

Asile, Séjour

Asile

Europe: selon Eurostat, [23,7 % du nombre total de premières demandes d'asile déposées en Europe en 2025 étaient des enfants](#). Parmi ces mineurs, 13,3 % étaient non accompagnés, soit 3,8 % du nombre total de primo-demandeurs d'asile.

Italie: l'avocat général de la [Cour de justice de l'UE](#) a estimé que l'accord conclu par l'Italie avec l'Albanie pour y transférer des personnes le temps de l'examen de leur demande d'asile était, en principe, conforme au droit européen. Cet avis rendu, non contraignant, servira de base à la décision que rendra ultérieurement la CJUE. Pendant ce

temps, ces 2 derniers mois, le [nombre de transferts depuis l'Italie vers l'Albanie a fortement augmenté](#).

Séjour

Espagne: depuis mi-avril, les guichets pour recevoir les dossiers de demande de régularisation administrative sont ouverts. Pour autant, des obstacles existent. Certaines [mairies \(opposées au gouvernement\), boycottent l'opération](#), qui prendra fin le 30 juin prochain.

France: Face à un [engorgement des administrations pour traiter le renouvellement des titres de séjour](#) (plus de 930.000 dossiers en attente), le Ministre de l'Intérieur a annoncé un « plan global » reposant sur des recrutements de personnels, la simplification de certaines démarches, ainsi que l'« évolution » de la plateforme de l'Administration

numérique pour les étrangers en France (ANEF), portail en ligne institué en 2021 très décrié pour ses dysfonctionnements (bugs informatiques, les blocages administratifs et l'absence de réponse humaine). De plus en plus de personnes [engagent des actions en justice](#) pour dénoncer ces situations.

Royaume-Uni: Le gouvernement britannique a annoncé début mars qu'il allait [cesser d'accorder des visas étudiants aux Afghans, Camerounais, Birmans et Soudanais](#), et des visas de travailleur qualifié aux Afghans, en raison d'« abus » de personnes qui entrent au Royaume-Uni avec ces visas et demandent ensuite l'asile.

Ghana: à compter du 25 mai, le Ghana accordera un [accès sans visa à tous les détenteurs de passeports africains](#),

Intégration - protection

Mali: mercredi 1er avril, le gouvernement a adopté de [nouveaux projets de loi visant à renforcer la lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite de personnes migrantes](#). Cette réforme s'inscrit dans le prolongement de textes déjà en vigueur.

Espagne: approbation par le Gouvernement du décret royal régissant la procédure de [reconnaissance du droit aux soins de santé et aux traitements financés par l'État pour les ressortissants étrangers résidant en Espagne sans titre de séjour](#). Les personnes en situation irrégulière pourront bénéficier de soins de santé sur simple présentation d'une

déclaration sur l'honneur. En harmonisant l'accès aux soins entre les régions et en accordant la priorité aux groupes vulnérables, cette mesure vise également à réduire le recours aux services d'urgence.

Italie: Selon un [rapport publié par l'ONG ActionAid](#), au moins 823 enfants non accompagnés ont été placés dans des centres pour adultes ces dernières années en Italie. Depuis 2023, un décret-loi autorise ces placements comme solutions provisoires et temporaires. Mais selon le rapport, dans certains centres pour adultes, la présence de ces enfants est structurelle.

Travail

France: Des [associations d'aide aux livreurs de repas ont déposé une plainte pénale pour "traite d'êtres humains"](#), afin de dénoncer des conditions de travail dans ce secteur. D'après [une enquête menée par Médecins du Monde](#), 98 % de ces travailleurs sont nés à l'étranger et 64 % sont sans titre de séjour, donc en situation irrégulière.

Aussi, dans le secteur agricole, [condamnation à deux ans de prison ferme pour traite d'êtres humains](#) d'une ex-dirigeante de société de prestations viticoles. Elle était accusée d'avoir exploité une cinquantaine de vendangeurs, souvent en situation irrégulière. Aujourd'hui, les ex-vendangeurs peuvent néanmoins commencer une nouvelle vie : car être reconnu [comme victime de traite peut donner accès à une carte de séjour de 10 ans](#).

Fin mars, [un salon de l'emploi pour les personnes réfugiées](#) a été organisé à Paris, avec le soutien d'une cinquantaine de grandes entreprises. Si 57 % des personnes réfugiées travaillaient avant d'arriver en France, leur taux d'activité

tombe à 40 % la première année suivant l'obtention de leur statut, selon une [étude de l'Insee en 2023](#).

Maroc: de plus en plus de personnes étrangères au Maroc [comblent les besoins de main d'œuvre dans le secteur agricole](#). Le nombre de Marocains travaillant activement dans l'agriculture a été divisé par deux au cours des vingt dernières années, du fait des longues périodes de sécheresse qui ont poussé les populations vers les villes. Pour certains, le secteur est devenu dépendant de la main-d'œuvre immigrée.

Suède: [La politique migratoire restrictive aggrave la grave pénurie de main-d'œuvre dans le secteur de la santé](#). Cette situation exerce une pression sur le gouvernement pour qu'il assouplisse les restrictions imposées aux travailleurs qualifiés.

Tendances mondiales

Aide au développement: [Chute historique de l'aide au développement](#), -23,1% en 2025 (selon l'OCDE), principalement en raison de l'effondrement des budgets américains.

Afrique

Pape Léon XIV: en avril, le Pape Léon a parcouru, pour sa [1^{ère} visite sur le continent africain](#), 4 pays (Algérie, Cameroun, Angola, Guinée Equatoriale). Dans plusieurs de ses discours publics, Léon XIV a [dénoncé la corruption](#), [l'absence de perspective pour les jeunes et la nécessité de la paix](#).

Conflit Russie/Ukraine: de plus en plus de [gouvernements africains se mobilisent pour tenter d'enrayer le départ de leurs ressortissants vers la Russie](#), où ils sont enrôlés pour aller combattre en Ukraine. [Dans un rapport intitulé « Le business du désespoir »](#), l'organisation Inpact a identifié 1 417 Africains engagés sur le front ukrainien aux côtés de l'armée russe. Les autorités de Kiev, elles, avancent le chiffre de 1 780 ressortissants en provenance de 36 pays du continent.

Moyen-Orient : La guerre au Moyen Orient et la fermeture du détroit d'Ormuz font craindre un [nouveau choc économique pour l'Afrique, du fait de la forte dépendance en pétrole du continent](#), qui ne dispose pas de raffineries locales.

Chine: A partir de vendredi 1^{er} mai, tous les pays d'Afrique bénéficient d'une [exemption totale de droits de douane sur leurs biens à destination de la Chine](#). Pour autant, il ne s'agit pas d'une réorientation radicale, une trentaine de pays du continent bénéficiaient déjà d'exemptions quasi totales. La Chine est le premier partenaire commercial du continent.

Afrique du Nord

Mauritanie: figure de la lutte anti esclavagiste, [Boubacar Ould Messaoud, est mort](#). Il avait fondé SOS Esclaves, qui œuvre pour l'éradication de l'esclavage et le soutien à la réintégration des victimes d'esclavage dans la société.

Afrique de l'Ouest

Terrorisme : Le Sahel concentre, pour la troisième année de suite, près de la moitié des décès liés au « terrorisme » dans le monde en 2025, selon le dernier [Indice mondial du terrorisme](#).

Drogue : Le trafic de cocaïne connaît une expansion rapide en Afrique de l'Ouest, au point qu'en 2025 au moins 30 % de la poudre consommée en Europe transiterait par la région. [Selon l'Indice mondial du crime organisé](#), il s'agit

Esclavage: Portée par le Ghana, au nom de l'Union Africaine, une résolution a finalement été votée par l'ONU reconnaissant [l'esclavage comme « plus grave crime contre l'humanité »](#), par son ampleur, sa durée et ses conséquences durables. 123 Etats ont voté pour, trois contre et 52 se sont abstenus.

Cartographie L'Union Africaine a mandaté le Togo pour déposer une résolution à la prochaine Assemblée générale de l'ONU, en septembre, afin d'obtenir [l'abandon de la projection cartographique dite « Mercator »](#), qui agrandit les régions situées à proximité des pôles et sous-estime la superficie de celles qui en sont éloignées, comme l'Afrique et l'Amérique du Sud. Via cette résolution, il est demandé que la vision « Equal Earth », créée en 2018, soit la référence internationale.

Football: stupéfaction générale mi-mars quand la Confédération Africaine de Football a décidé de [retirer le titre de champion de la CAN 2026 au Sénégal au profit du Maroc](#).

Concernant la prochaine coupe du monde qui aura lieu aux Etats Unis en juillet prochain, la politique restrictive en matière de visa bat son plein : les [ressortissants de cinq pays africains qualifiés devront verser une caution](#) variant de 5.000 à 15.000 dollars pour obtenir un visa.

Maroc/Mali : le 10 avril, le [Mali a retiré sa reconnaissance de la République arabe sahraouie démocratique](#) (RASD) , en faveur du Maroc.

du marché criminel ayant enregistré la plus forte croissance en Afrique de l'Ouest entre 2019 et 2025.

Benin: adoubé par le chef de l'Etat sortant, Patrice Talon, et soutenu par les deux partis de la majorité présidentielle, [Romuald Wadagni a été élu à la tête de l'Etat](#), avec 94,05 % des voix.

Mali: dans la nuit du 25 au 26 avril, des [attaques ciblées dans plusieurs zones du pays](#), dont Bamako, ont été menées par les djihadistes du Groupe de soutien de l'islam et des musulmans (GSIM, affilié à Al-Qaïda), alliés aux indépendantistes touareg du Front de libération de l'Azawad (FLA). La situation est revenue sous contrôle de l'armée à différents points (notamment la capitale).

En février, le [rapport général des États généraux sur la situation de la Femme, de l'Enfant et de la Famille](#) a été officiellement remis au Président de la Transition, le Général Assimi GOÏTA. Ce document stratégique de 459 recommandations concrètes et 349 actions, assorties d'un plan d'action prioritaire est issue d'un processus de concertation nationale qui vise à améliorer durablement les conditions de vie du triptyque femme-enfant-famille au Mali.

Afrique de l'est

Soudan: selon le [rapport sur la pauvreté publié par le PNUD](#), environ 38 % de la population soudanaise vivait dans la pauvreté avant le conflit déclenché en 2023, contre 70 % aujourd'hui. En 2026, au moins un quart de la population est considéré comme vivant avec moins de deux dollars par jour. Médecins Sans Frontières pour sa part révèle, dans un rapport, une [explosion de violences sexuelles](#) ciblant principalement les femmes et les filles, souvent passées sous silence dans les bilans officiels.

Afrique du sud et australe

Congo-Brazzaville: [Réélection de Denis Sassou Nguesso](#) réélu avec 94,82 % des voix, pour un 5^{ème} mandat, après plus de 40 ans au pouvoir.

Niger: après le Burkina Faso, le gouvernement nigérien a annoncé la [création d'« organisations territoriales d'autodéfense »](#), nommées « *Domol Leydi* » (« Protecteurs de la Patrie », en fulfulde), des auxiliaires des forces de défense et de sécurité pour aider l'armée à lutter contre les groupes terroristes dans le pays.

Sénégal: [promulgation de la loi doublant les peines punissant l'homosexualité](#), sanctionnant aussi sa « promotion » et son financement. Les peines peuvent aller de 5 à 10 ans d'emprisonnement. Les associations qui accompagnent des personnes LGBT+ sont menacées, et les personnes mises en cause peinent à être défendues par des [avocats qui craignent des représailles](#).

Soudan du sud: Le Soudan du Sud traverse sa [plus grave crise sécuritaire et humanitaire depuis la signature, en 2018](#), d'un accord de paix et la formation, en 2020, d'un gouvernement d'unité nationale de transition. Fin février, deux tueries ont fait près de 200 morts dans le pays, fruit des tensions entre le pouvoir et une faction ennemie.

05 | Actualités du RAEMH

Le RAEMH a désormais une **nouvelle page LinkedIn** ! Suivez-nous dès maintenant notre page professionnelle [Ici](#)

Lisez l'**article** de nos collègues de Caritas Huelva publié à l'occasion de la Journée mondiale de la santé, et découvrez la Casa Santa María de los Milagros, un lieu d'accueil dédié aux personnes malades sans domicile : [FR](#)

En avril, la Caritas Diocésaine de Huelva et la Caritas Diocésaine de Foggia ont eu l'opportunité de se rencontrer dans le cadre d'une **mission d'échanges professionnels** organisée par le RAEMH. Une expérience riche en partages de savoir-faire, de pratiques et d'expériences de terrain, à retrouver sur nos réseaux sociaux : [LinkedIn](#) et [Facebook](#).